

Libertés!

BELGIQUE-
BELGIE
PP
1/2345
BXL X

Ne paraît pas aux
mois de juillet-août.
9, rue Berckmans
1060 Bruxelles

DEPOT À BRUXELLES X

SEPTEMBRE 2004 - N°406 - LE MENSUEL D'AMNESTY INTERNATIONAL

DES
LENDEMAINS
QUI
CHANTENT



CINÉMA :
NE DIS RIEN
SOIRÉE AMNESTY



**CAMPAGNE
FEMMES :**
SIGNEZ L'ENGAGEMENT !

ISRAËL DES FAMILLES SÉPARÉES

Le 21 juillet, la Knesset a prolongé pour six mois une loi relative à la citoyenneté et à l'entrée en Israël qui empêche les Israéliens mariés à des Palestiniens des Territoires occupés de vivre en Israël avec leur conjoint. « La Loi institutionnalise une discrimination raciale contraire au droit international humanitaire. Les conjoints de milliers d'Arabes israéliens et de résidents de Jérusalem privés du droit au regroupement familial n'ont d'autre possibilité que de vivre illégalement avec leur famille, dans la crainte permanente d'être expulsés, ou de quitter le pays avec toute leur famille », a déclaré Amnesty International. © AI

GRÈCE « MÉNAGE » POUR LES JEUX

La Grèce a fait de la sécurité sa première priorité olympique, y consacrant un budget de 1,2 milliard d'euros. Ce credo sécuritaire n'a pas manqué de provoquer certaines dérives policières. Quelques semaines avant le début des jeux, les autorités ont arrêté des toxicomanes, des immigrants sans papiers et des vendeurs ambulants. Des familles appartenant à la communauté des Roms (Tsiganes) ont été forcées de quitter leurs maisons situées à proximité du chantier de construction du stade olympique. Les autorités grecques n'ont pas respecté un accord passé qui prévoyait la prise en charge d'une partie de leurs loyers dans des foyers d'hébergement et leur relogement à long terme. © AI

RWANDA AU NOM DE « L'UNITÉ NATIONALE »

Le 30 juin 2004, le Parlement rwandais a accepté les recommandations de la commission parlementaire chargée d'enquêter sur l'existence et la propagation d'une « idéologie du génocide » au Rwanda. Plusieurs institutions, religieuses et scolaires notamment, et des organisations non gouvernementales (ONG) locales et internationales sont accusées de faire l'apologie du génocide. Plusieurs députés auraient réclamé la peine de mort pour certains dirigeants de ces organisations. Amnesty s'inquiète que, sous couvert de maintien de l'« unité nationale et de la réconciliation », les autorités arrêtent et condamnent à de lourdes peines des représentants de l'opposition politique. En juin, l'ancien président rwandais Pasteur Bizimungu, qui tentait de créer un nouveau parti politique, a été condamné à quinze ans de prison pour « rumeurs incitant à la désobéissance civile ». © AI

RÉFUGIÉS PLUS BAS NIVEAU DEPUIS DIX ANS

Le nombre de réfugiés, de demandeurs d'asile et de personnes déplacées relevant de la compétence du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a diminué de 18 % en 2003 pour atteindre 17,1 millions, le niveau le plus faible depuis au moins une décennie. Cette baisse est surtout due au retour de 1,1 million de réfugiés, en Angola et en Afghanistan notamment. Les Afghans restent, néanmoins, le groupe le plus important, avec 2,1 millions de personnes dispersées dans 74 pays. © AFP

LE BURUNDI, VU PAR UNE MUZUNG¹

Burundi, pays oublié au sud du Rwanda. Moins connu des médias, moins symbolique en termes de génocide que son voisin rwandais. On estime que depuis l'indépendance, en 1962, au moins un demi-million de Burundais ont été tués par d'autres Burundais.



Une femme attend dans le Stade Prince Rwagasore de Bujumbura que le nouveau Président burundais, le Hutu Domitien Ndayizeye, prenne la parole à l'occasion de sa première apparition en public, le 1^{er} mai 2003. © AFP

Par une curieuse pudeur, au Burundi on ne dit pas la guerre mais la crise. Avant la crise, les gens étaient plus accueillants. Depuis, il y a des murs autour des propriétés, des grilles autour des maisons et, le soir venu, une certaine peur est tangible. Normal puisqu'il y a deux mois seulement, on entendait des tirs sporadiques crépiter dans le silence de la nuit.

Burundi, pays meurtri par la haine et la peur, où la terre a la couleur du sang séché. À chaque instant des récits remontent à la surface pour décrire massacres, tortures, vengeance, exil forcé au Congo ou en Tanzanie.

Burundi, pays occupé par des contingents des forces de paix de l'ONU. Sud-africains surtout, ils défilent en char d'assaut dans les avenues de Bujumbura ou déambulent dans les rues de la ville. Ces soldats-là, les Burundais ne les aiment pas. Ils ont fait grimper le prix des maisons « et ils prennent nos filles », déclare un jeune Burundais. « La prostitution augmente depuis qu'ils sont là. »

Burundi, pays atrocement pauvre. Dans les campagnes, les maisons de boue séchée abritent des familles terriblement nombreuses (avoir dix enfants n'a rien d'exceptionnel). Leur quotidien se résume souvent à aller puiser l'eau au pied des collines et à la ramener au village par les sentiers abrupts. Mais il y a aussi la pauvreté des villes : des enfants en haillons qui rôdent aux carrefours ou autour des restaurants; des mères épuisées avec l'inévitable bébé dans le dos; des vieux tout cassés, appuyés sur de grands bâtons, et dont l'unique désir est de boire une Primus, boisson nationale s'il en est.

YAMBO², MON FRÈRE

Burundi, pays de solidarité et de générosité. « Ce qu'on a, on le partage », vous répète-t-on sans

cesse. De la bière de banane qu'on boit au chalumeau, au plat de riz, mangé dans la même assiette. À Kamengue, quartier de Bujumbura dévasté par la guerre, des « maisons » - quatre murs de terre et une tôle ondulée - repoussent ici et là. Quelques bâtiments au toit percé encerclent une cour où des haricots cuisent sur du charbon de bois. Ici vivent une trentaine d'orphelins que la guerre, la misère et le sida ont un jour conduits devant la porte d'un grand diable barbu, coiffé d'un drôle de canotier. C'est le Mutama, le vieux, pétri de générosité et de religion. Il n'a rien, hormis les dons que le ciel... et les ONG lui envoient. Le peu qu'il a, il le partage avec les orphelins, les malades de l'hôpital et les prisonniers. Peu instruit, lui-même, il croit au sauvetage par l'école. Les enfants sont fiers de lui montrer leurs cahiers, bulletins et devoirs qu'ils accomplissent le soir, à la lueur des bougies (il n'y a pas d'électricité) et accroupis sur une natte (il n'y a pas de table). D'autres bougies brillent devant l'autel de la minus-

Burundi, pays meurtri par la haine et la peur, où la terre a la couleur du sang séché.

cule chapelle qui rappelle les catacombes des premiers Chrétiens.

Depuis la crise, le Burundi est devenu plus catholique que le pape. Les églises, immenses, font le plein pour toutes les messes et ne suffisent plus puisqu'une partie des fidèles s'entasse à l'extérieur. Chapelets, crucifix, images pieuses sont des cadeaux très appréciés. Les prêtres en soutanes et les bonnes sœurs en cornettes sont légions, mais il y a aussi les missionnaires laïques, les églises évangéliques et la minorité musulmane. Dieu est très sollicité dans le malheur. Même chez les étudiants, la pratique religieuse est présente. « Ce n'était pas comme ça avant la crise, dit l'un

d'eux, les étudiants pensaient plus à boire, à fumer et à draguer, qu'à aller à l'église. Maintenant, ils y vont, prient et chantent dans les chorales. Oui, ça vient de la grande peur. Beaucoup pensent que s'ils ont survécu, c'est grâce à Jésus. D'autres, qui ont tué, prient pour que Jésus leur pardonne. »

HUTU OU TUTSI ?

Mais revenons à cette coexistence armée des deux communautés, les Hutus et les Tutsis, source de tous les conflits. Certains évitent même de prononcer ces noms et disent les rebelles et les militaires. Il reste que chaque Burundais a un indiscutable sentiment d'appartenance à l'un ou l'autre groupe ethnique, appartenance transmise par le père en cas de mariage mixte. La racine du conflit qui empoisonne le Burundi repose sur les chiffres : les Hutus qui représentent 85 % de la population ont été, depuis la colonisation dirigés, exploités, dominés et exclus de toute forme de vie publique par 15 % de Tutsis, jadis favorisés par les Belges.

Les Tutsis se sont partagé tous les niveaux de pouvoir, politique, judiciaire, militaire. Chaque Hutu a sur le cœur son poids d'humiliation. Jérémie, premier de sa classe, n'oubliera jamais cet examen de fin de primaire, réussi trois années consécutives, mais toujours noté négativement, lui fermant les portes du secondaire. Léoncie a dû combattre toute sa jeunesse pour accéder à l'école d'abord, à l'université ensuite. Devant elle se dressaient les obstacles de la pau-

reté, de l'origine rurale et de sa grand-mère qui disait que les Hutus instruits seraient toujours assassinés, car l'obstacle principal c'était ça : être Hutu.

UN PRÉSIDENT POUR TROIS MOIS

Le 6 juin 1993, l'espoir d'un changement naît de l'élection, pour la première fois au suffrage universel, d'un président de la République hutu, Melchior Ndadaye. Seulement voilà, à peine trois mois plus tard, il est assassiné par les militaires dans des circonstances atroces. Alors la colère explose. Des rebelles se rassemblent et affrontent l'armée qui riposte. Beaucoup de Hutus fuient. À la différence du Rwanda, il ne s'agit pas ici d'une tentative d'éliminer l'autre communauté, dans une « solution finale » qui ne dit pas son nom. Au Burundi, ce que veulent conquérir les Hutus, c'est la dignité et le partage ; ce que défendent les Tutsis, c'est le pouvoir. Choc inévitable avec son cortège de victimes innocentes. Les accords d'Arusha, signés en 1998, ont dressé un fragile barrage contre la violence. Ils constituent sans nul doute une étape vers plus de justice. L'espoir renaît. De grands panneaux partout dans le pays appellent à la Paix (Amahoro). Sur l'un d'eux, un petit enfant, entouré d'adultes dit : « Si vous m'aimez et me respectez, permettez-moi de vivre dans un pays en paix. »

© Cécile Rolin
1 Nom donné aux Blancs.
2 Signifie Bonjour

L'INSOLITE

AUSTRALIE : PLUS POUR LES ANIMAUX QUE POUR L'AIDE INTERNATIONALE

À force de dépenser leur argent pour des pastilles rafraîchissant l'haleine pour animaux, des bouées de sauvetage pour chiens ou des sacs de couchage pour furets, le budget consacré par les Australiens pour bichonner leurs animaux domestiques dépasse désormais celui consacré à l'aide internationale. Selon un institut de recherche, les Australiens ont dépensé plus de 2,3 milliards de dollars australiens (1,3 milliard d'euros) pour leurs animaux l'an dernier, comparé à moins de 2 milliards de dollars australiens (1,1 milliard d'euros) dépensés par le gouvernement en aide internationale. © AP.

PAROLES

« PEUR QU'ON NE MEURE TOUS »

Dans le conflit qui secoue depuis près d'un an et demi le Darfour, à l'Ouest du Soudan, le viol est utilisé comme une véritable arme de guerre par les milices Janjawid, soutenues par le gouvernement. Amnesty International s'est rendue, en mai dernier, dans les camps de réfugiés situés au Tchad, le long de la frontière soudanaise. L'ONG a recueilli les témoignages de dizaines de femmes plongées dans l'horreur. Un drame sans images mais pas sans paroles.



En mai 2003, des avions Antonov ont largué des bombes sur notre bétail et nos huttes. On se cachait près du village et on y retournait le soir pour dormir, jusqu'en juin-juillet. Puis ils ont attaqué le village. C'était le matin. Ils ont commencé à tirer. Ils sont arrivés avec des chevaux et des voitures et ils étaient tous en uniforme. Ils ont tué mon mari; j'ai couru hors du village. J'ai pris mes trois enfants et deux enfants de ma voisine et nous avons couru jusqu'à Hara, le village dans la vallée. Puis on est allé à Abu Liha, où on est resté deux jours, et de là à Bamina. Les Janjawid nous ont trouvés sur le chemin. Des Antonov ont lâché des bombes sur nous, tuant trois personnes. Nous étions nombreux et certains ont été capturés par les Janjawid. Ils ont pris neuf filles et deux garçons. Ils ont pris un de mes oncles et son fils, Khidder Ibrahim. Nous ne savons pas ce qu'ils sont devenus.»

Témoignage de H., une femme de vingt-sept ans originaire du village d'Amnatay, district de Kebkabiya.

«La première nuit j'ai été violée par cinq hommes, la deuxième nuit, ils étaient trois. La troisième nuit j'ai réussi à m'enfuir avec l'une des femmes. Je ne sais pas ce qu'est devenue la troisième, qui était avec nous.»

K., réfugiée dans le camp de Konoungou. Mère de trois enfants et originaire d'Ibek, elle est âgée de vingt-trois ans.

«Nous avons couru, j'avais le petit sur le dos, deux autres enfants dans les bras et deux autres étaient avec mon frère aîné. Mon mari vivait avec moi dans le village, mais il était absent quand nous nous sommes enfuis. Nous nous sommes cachés dans la forêt. J'avais juste un petit sac avec des habits, c'est tout. Pendant trois jours, je n'ai pu nourrir mes enfants qu'avec de l'eau. L'un d'eux a attrapé la malaria au bout de dix jours et nous avons dû rester là-bas durant huit jours, jusqu'à ce qu'il ait repris des forces.»



Réfugiées dans le camp de Mile, est du Tchad, mai 2004 © AI

J'étais enceinte, mais j'ai perdu mon bébé. J'étais très faible, mais chacun devait d'abord s'occuper de lui-même. J'avais peur qu'on ne meure tous. Certaines personnes qui passaient nous apportaient à manger. Je n'arrivais pas à me lever et je ne pouvais pas aller chercher de la nourriture pour les enfants, parce que j'étais faible après ma fausse couche. J'ai pris du mimosa pour me soigner et après vingt jours, nous avons pu nous remettre en route en direction de Kornoy. Sur la route, les Janjawid nous ont arrêtés. Ils ont dit : « Vous êtes mariées avec des Tora Bora, nous pouvons vous tuer. » Il y avait aussi des viols. Une femme, Zara, a été violée, et maintenant elle est enceinte. »

S., une femme de trente-huit ans originaire d'Abu Sin, au sud d'Abu Gamra, et mère de six enfants.



Ces témoignages sont tirés du rapport SOUDAN / DARFOUR Le viol : une arme de guerre, 19 Juillet 2004, AI INDEX: AFR 54/076/200 <http://web.amnesty.org/library/index/fraafr540762004>

1 Nom donné par les Janjawid et les forces gouvernementales aux insurgés armés

DES LENDEMAINS QUI CHANTENT

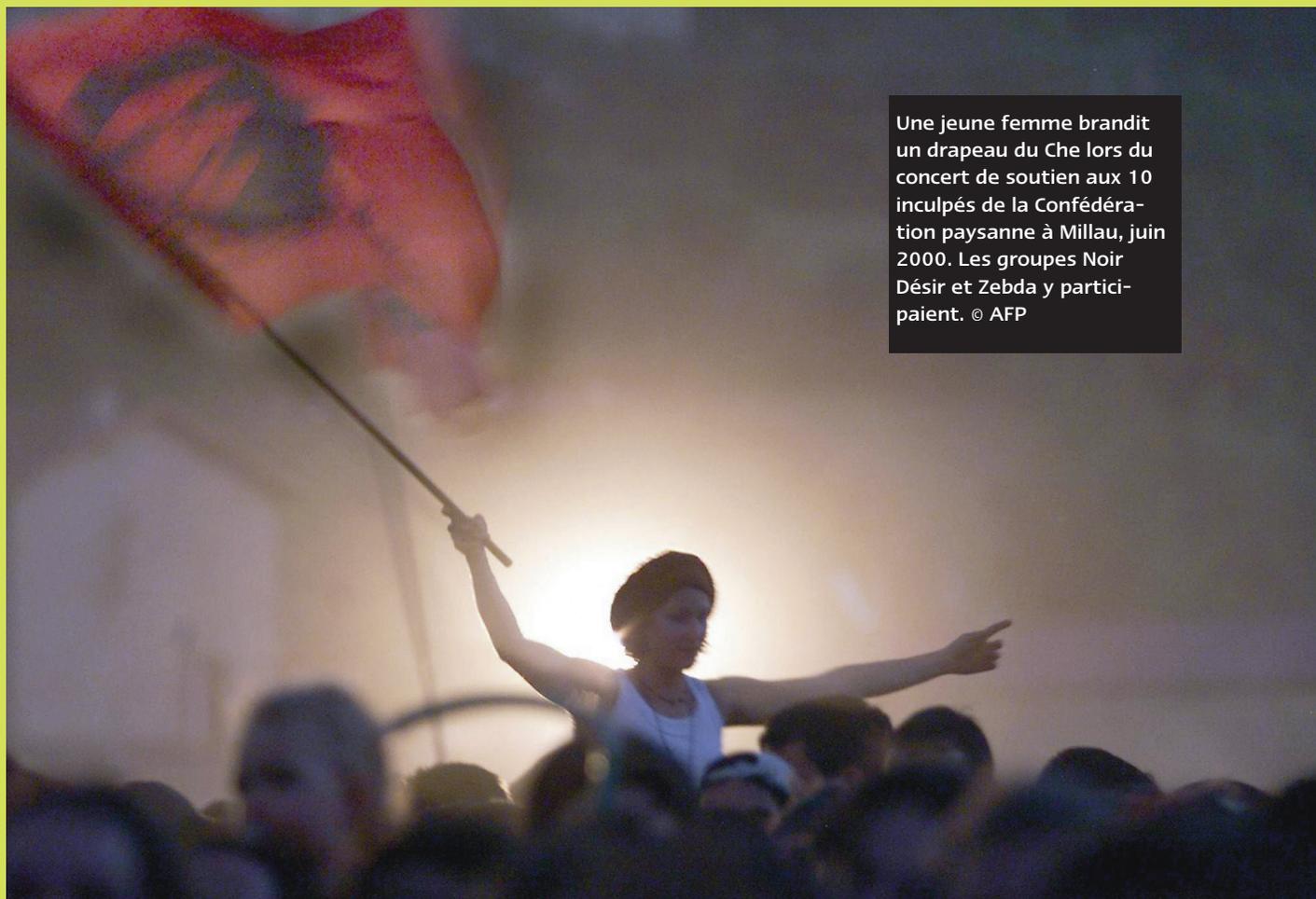
« Depuis bien longtemps la censure/S'attache avant tout aux journaux/Le travailleur ne peut s'instruire/à leurs quotidiennes leçons/Mais il chante sans savoir lire/Monsieur prenez garde aux chansons ! »

Ce texte du chansonnier Charles Gille, s'adressait au préfet qui, dans la France du XIX^e, fit fermer les « goguettes », ces sociétés chantantes à l'esprit frondeur.

C'est toujours vrai aujourd'hui, car la chanson, moyen d'expression le plus populaire, reste une arme de résistance terriblement efficace. Une arme qui en a envoyé plus d'un derrière les barreaux comme l'illustrent les portraits de chanteurs-militants présentés dans ce dossier.

Censurés, menacés de mort, victimes de « tracasseries policières », rien n'y fait ; les artistes engagés ont toujours la cote. Les ONG, Amnesty en tête, ne s'y sont pas trompées ; transformant en véritables ambassadeurs de leur cause les plus célèbres stars de la pop-rock. Un phénomène auquel n'échappe pas la France, où certains gros vendeurs de disques n'hésitent plus à s'afficher aux côtés d'un José Bové. Un engagement sincère mais non exempt de certaines ambiguïtés.

D'autres, se plaisent à emprunter le même sillon de la contestation mais par des chemins de traverse. C'est le cas des groupes vocaux qui ressuscitent la tradition de la chanson populaire militante. Souvent contestataire, la chanson peut aussi, comme c'est le cas au Congo, être un moyen, très rémunérateur, de flatter les décideurs. ●



Une jeune femme brandit un drapeau du Che lors du concert de soutien aux 10 inculpés de la Confédération paysanne à Millau, juin 2000. Les groupes Noir Désir et Zebda y participent. © AFP

CHANSON ENGAGÉE ET ALTERMONDIALISME

BANDE-SON D'UNE RÉVOLTE

Au cours de son histoire, la chanson française a souvent été synonyme d'engagement et de nombreux artistes sont connus autant pour leur musique que pour leurs convictions. Aujourd'hui, le mouvement altermondialiste apporte un souffle nouveau à la chanson engagée.

Ces dernières années ont vu apparaître, parallèlement à la montée de l'altermondialisme, un véritable renouveau de la chanson militante. Des artistes comme Manu Chao ou Zebda, pourtant rares à la télévision, ont aujourd'hui un succès comparable à celui des chanteurs de variété aux multiples apparitions médiatiques. On peut s'interroger sur les raisons d'un tel engouement.

Un premier constat : l'engagement des chanteurs a toujours été étroitement lié au contexte politique du moment.

L'arrivée de la gauche au pouvoir en France dans les années '80 et l'effondrement de l'Union soviétique peu après ont entraîné une véritable remise en question des artistes engagés. En effet, il devenait plus difficile de chanter son amour du socialisme, étant donné la découverte de son expression totalitaire bien éloignée de l'idéal de liberté et d'égalité, et de prôner la haine du pouvoir français, puisque celui-ci était désormais aux mains de la gauche.

Les artistes engagés se sont donc de plus en plus tournés vers l'humanitaire et l'antiracisme, comme l'illustre Maxime Le Forestier avec sa chanson *Né quelque part*. La

montée en puissance du Front national, à partir de 1988, a amené un nouveau combat partagé par des groupes de rock réputés, comme Noir Désir avec *Un jour en France*, et par le milieu punk plus underground avec notamment le slogan « La jeunesse emmerde le Front National » hurlé par les Bérurier noir dans leur chanson *Porcherie* et repris avec ferveur par la jeunesse française.

DES PAROLES ET DES ACTES

Aujourd'hui, le destin de la musique engagée est nettement lié à l'altermondialisme. Cette lutte mondiale pour un autre monde, plus juste, est logiquement partagée par la nouvelle génération de chanteurs politisés.

Le chef de file de cette chanson engagée semble être Manu Chao qui a joué à Mexico, pour soutenir le sous-commandant Marcos, et qui est régulièrement présent aux grandes manifestations altermondialistes, que ce soit à Gènes en 2001 ou au Larzac en 2003. Ce rôle semble parfois l'encombrer. « *Ce sac à dos de haut-parleur de la jeunesse contestataire, je veux bien le porter. Mais je ne l'ai pas choisi. Et la dernière chose que je voudrais, ce serait de devenir un gourou* », déclarait-il à Télérama lors de la sortie de son deuxième album.

On peut constater que, dans son cas, l'engagement se fait davantage par ses actes, ses déclarations, ses concerts de soutien, que par les textes eux-mêmes. Manu Chao semble être le symbole idéal de l'altermondialisme : il se proclame citoyen du monde, passe une grande partie de son temps en Amérique latine, et chante dans plusieurs langues. Il incarne le métissage culturel et musical, tout comme le groupe Zebda, connu pour son engagement politique avec la liste « Motivés » à Toulouse et son soutien à la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), un parti d'obédience trotskyste.

Magyd Cherfi, un des chanteurs du groupe, n'hésite d'ailleurs pas à déclarer : « *La chanson doit être politique.* » Dans le cas de Zebda, les paroles sont aussi importantes que l'action, comme l'attestent des chansons telles que *Le bruit et l'odeur* ou *Double peine*. Les mots étaient également l'arme principale des musiciens de Noir Désir, qui au-delà de leur engagement en faveur de José Bové ou de l'association ATTAC, étaient surtout connus pour la dimension politique de leurs paroles avec des chansons comme *Fin de siècle* ou *L'homme pressé* qui mêlent poésie et militantisme. On peut également citer Damien Saez, dont on ne connaît pas d'engagement politique concret, mais qui fait passer à travers sa musique des messages forts comme on a pu le constater avec des titres tels que *Jeune et Con*, *Menacés mais libres* ou *Massoud*.

Si tous ces artistes proches de l'altermondialisme ont tant de succès c'est, outre leur indéniable talent musical, grâce au fait que ce mouvement attire beaucoup les jeunes et qu'ils retrouvent dans les chansons engagées les idées qu'ils partagent. On redécouvre ici le phénomène qui a participé au succès de Renaud, dont les propos virulents contre la police et la France ont eu un grand impact sur la jeunesse dans les années 1970, contribuant en partie à son succès.

ENGAGÉS MAIS RÉALISTES

Les artistes engagés sont souvent populaires car leurs chansons résonnent comme des hymnes et exaltent en chacun le sentiment de fraternité et d'engagement. Face au développement de la société de consommation et à la perte de repères qui s'ensuit, il semble logique que la jeunesse cherche ses valeurs dans la chanson. Les textes souvent simples des chanteurs touchent alors avec plus de vigueur les jeunes que les discours des hommes politiques. « *Je ne suis pas un politicien, juste un petit artisan de la musique* », affirme Manu Chao à Télérama.

Parallèlement au succès croissant de la musique engagée, aujourd'hui on constate paradoxalement une dépolitisation des jeunes. Ils votent de moins en moins et semblent plus attirés par la poésie libertaire des chanteurs engagés que par le réalisme politique des gouvernants. La musique ne prend pas souvent en compte la complexité du réel et est donc plus susceptible de transmettre l'espoir à la jeunesse que les hommes politiques. Cela dit, la portée de la musique et son influence sur le pouvoir restent limitées. On peut constater la lucidité du groupe Zebda quand il chante dans la chanson *Troisième degré* : « *on te le dit c'est pas avec des métaphores qu'on va trouver du réconfort [...] oui t'écris ta colère à ceux qui n'en ont pas, taré comme celui qu'a faim à son dernier repas.* »

Certains artistes semblent progressivement prendre un certain recul par rapport à l'altermondialisme ; n'hésitant plus à s'interroger sur son efficacité. Magyd Cherfi déclarait récemment au magazine RollingStone : « *Au fond on n'a pas de réponse, un peu à l'image de la gauche. Nous n'apportons pas d'alternative convaincante au libéralisme.* » Certains groupes militants préfèrent donc s'engager au niveau local, pour être plus influents. C'est notamment le cas des Têtes Raides, groupe parisien issu du milieu artistique, dont un des membres, Grégoire, affirme que la première alternative à la mondialisation c'est de

« *commencer à agir localement et de revaloriser les lieux de vie* ». Pour lui, « *il faut se méfier de la commercialisation de l'altermondialisme. C'est un concept qui risque la récupération, sinon politique au moins marketing car il fait vendre* »¹.

LE PARADOXE DE L'ENGAGEMENT

Ce succès commercial de la musique engagée éveille un questionnement légitime sur l'intégrité de certains artistes. En effet, quand le message véhiculé fait plus vendre que la musique elle-même, il apparaît logique que certains chanteurs soient tentés de composer un morceau engagé par souci du profit. La révolte devient alors un produit. Manu Chao est conscient du problème : « *Je veux que la musique reste une arme. Et je ne voudrais surtout pas que la rébellion devienne*

mon fonds de commerce. Le business récupère tout, et surtout la contestation [...] Pas question pour moi de devenir la petite caution de la rébellion à cent balles. Ça, c'est précisément le fardeau que je ne veux pas porter » affirme-t-il à Télérama.

On a pu entendre de nombreuses critiques à l'égard de Noir Désir et de sa lettre ouverte à Jean Marie Messier, lors des victoires de la musique de mars 2002. Le groupe fut accusé de cracher dans la soupe puisque ses albums

sont distribués par Barclay, un label d'Universal. On cible ici un des paradoxes de la musique politisée. Si un artiste engagé veut être en accord avec ses principes, il doit refuser de rentrer dans le « système », rester sur un label indépendant et donc proposer sa musique à un public d'initiés. Mais s'il agit de la sorte, le grand public n'entendra pas son message et il prêchera dans le désert.

Il faut faire attention à ne pas prendre les artistes pour des anges. Damien Saez, connu notamment pour sa chanson *Fils de France*, composée à la hâte en avril 2002 pour condamner la réussite du Front National et l'abstentionnisme des jeunes, avoue lui-même ne pas être inscrit sur les listes électorales. © Guillaume Etievant

¹ RollingStone juillet/Août 2004

« **Ce sac à dos de haut-parleur de la jeunesse contestataire, je veux bien le porter. Mais je ne l'ai pas choisi.** »
Manu Chao

⬆ « Les poings montent moins haut
Mais il reste la force
De croire en la beauté
La sève sous l'écorce
De la liberté »
Damien Saez,
« Menacés mais libres »

« C'est comme la fin du siècle
On aura tout compris
Même les shérifs ceux qu'on achète
On les distingue mal des bandits »
Noir Désir, « Fin de siècle »



Un raveur écoute, le 13 août 2003 près de la Cavalerie sur le plateau du Larzac, le compte rendu du porte-parole de la Confédération paysanne José Bové après sa rencontre, à Toulouse, avec le ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy. © AFP



DE BIEN DRÔLES DE CALLAS

S'inscrivant dans la longue tradition des chansons ouvrières, les chorales ou groupes vocaux militants ont fleuri au cours des années '70, portés par les conflits sociaux et les mouvements féministe et pacifiste. Tombée en désuétude, cette forme de militance par la chanson connaît une seconde jeunesse depuis quelques années. *Libertés !* a rencontré un de ces groupes. Sa particularité : il est 100 % féminin.

Lieège, un vendredi pluvieux de début d'été. Elles sont une dizaine à se rassembler pour une antépénultième répétition dans la salle mise à leur disposition par la maison de la laïcité, entre quartier Guillemins et Botanique. À les voir enchaîner sans relâche les chansons, on se dit que la cité mosane porte décidément bien son surnom d'ardente. C'est dans ce terreau associatif liégeois que le groupe vocal – ne dites surtout pas chorale, elles ne vous le pardonneraient pas – est né, il y a près de huit ans.

« Quelques amies ont eu l'idée de se regrouper pour chanter des chansons engagées à l'occasion de la fête des 20 ans des Magasins du Monde Oxfam », se souvient Édith Robin, coquette quinquagénaire et psychologue de son état. « On a répété pendant des mois. Après ce concert, on n'a plus voulu se quitter. » Après un brainstorming, le noyau fondateur baptise le groupe Les Callas S'Roles, car « nous ne sommes ni des Callas... ni des casseroles ». Humour, second degré et autodérision : le ton est donné, les ingrédients sont

« Nous sommes des femmes d'aujourd'hui...
Celles que vous voyez dans la rue, parfois sans plus les voir.
Celles qui font la file au Delhaize.
Celles qui prennent l'autobus.
Celles qui portent des enfants... et des bas nylon.

[...] Des femmes qui protestent, qui rêvent, qui cherchent, qui trouvent... »

rassemblés. Leur démarche, artistique et éthique, n'en reste pas moins très affirmée : regrouper des femmes qui ont un réel plaisir à chanter ensemble pour d'autres, aider chacune à développer sa voix et faire passer un message en chansons.

Et quelles chansons ! De Vian à Gainsbourg, des textes de Dario Fo à ceux de Brecht, des chants ouvriers italiens aux traditionnels populaires d'Haïti, d'Algérie, de Tanzanie. Et, bien sûr, des femmes : Zazie, Myriam Makeba, Linda Lemay, Anne Sylvestre, etc.

TOUTES BELLES QUAND ELLES CHANTENT

« Après le récital pour Oxfam, on s'est demandé : "on continue à chanter pour chanter ou est-ce qu'on cherche à montrer ce qu'on fait ? ", se rappelle Edith. Les avis divergent, mais finalement elles se disent : « On fonce, on y va ! » Fête du quartier de Pierreuse, concert aux états généraux de l'écologie politique, journée mondiale des femmes, manifs de soutien aux demandeurs d'asile de Vottem : les débuts sur scène permettent de rôder un premier récital. Résolument militant, avec *Au travail à la chaîne*, *La Paysanne*, *Le cri du peuple* et l'incontournable *Temps des cerises*. Ces premiers concerts font naître des vocations parmi le public. « Des femmes venaient à la fin des concerts nous demander comment elles pouvaient rejoindre le groupe », se souvient Edith.

Elles sont aujourd'hui trente-cinq. Des demandeuses d'emploi, une architecte, un médecin, une psychologue, des retraitées, une étudiante, et une grande majorité qui travaille dans le socio-culturel. Les critères de sélection : chanter juste et signer une charte, sorte d'engagement à respecter l'esprit et les « valeurs callas s'roles ».

« Nos chansons sont des moments de la vie de femme, chantés avec de l'humour », résume Claire, qui est responsable d'un théâtre. Le cocktail fait mouche. En 2001, elles sont invitées par le Théâtre de Poche à chanter en lever de rideau de la pièce coup de poing *Les monologues du vagin*. Féministes, donc, mais avant tout par nécessité tant elles savent qu'il reste encore pas mal de chemin à parcourir sur la route qui mène à l'égalité des sexes. « Des hommes nous disent qu'ils en ont pris plein..., mais en rigolant, car ils comprennent l'humour des chansons », fait remarquer Claire. « Mais on est pas des féministes pures et dures. On aime les hommes », précise directement Myriam, qui travaille au Collectif contre les violences familiales de Liège. Et ceux-ci, pas jaloux pour un sou, le leur rendent bien. Nos maris nous disent : « Quand vous chantez, vous êtes toutes belles ».

APPRENDRE ET DONNER

Pour l'instant, nos Callas préparent leur troisième récital, qui succédera à *Chante, ça tient chaud*, et *Mais, qu'est-ce qu'elles veulent ?* Engagement, certes, mais avec le souci de progresser également sur le plan artistique. Au niveau musical, la troupe est dirigée par, eh oui, un homme, Francis Danloy, musicien professionnel également actif au sein de *C'est des canailles*, un autre groupe vocal liégeois engagé¹. Des stages sont régulièrement organisés, tantôt avec une cantatrice, tantôt avec une interprète de jazz ou de chants des Balkans. « On a également fait appel à un metteur en scène, pour être un peu moins nouilles sur scène », précise Edith. L'aspect théâtral du récital – les chansons deviennent de véritables saynètes – peut surprendre le spectateur non averti mais, après quelques minutes, le contact est établi avec le public. « C'est ce qui fait notre spécificité par rapport à une chorale », souligne Claire.

Un sens du contact qui passe bien la rampe, même auprès des jeunes. Dans le cadre d'une formation d'animateur, la FGTB leur propose d'apprendre des chants à des adolescents. « On avait un peu peur qu'ils nous prennent pour des bobonnes », confie Myriam. Mais, à leur propre étonnement, les jeunes accrochent... et se retrouvent avec les Callas un premier mai, place Saint-Paul, chantant devant les militants syndicaux.

Si la scène reste leur terrain de prédilection, Les Callas S'Roles peuvent également être écoutées sur CD. Un objet, réputation oblige, 100 % artisanal. « On fait ça manuellement, on les grave nous-même, c'est l'architecte du groupe qui a réalisé le graphisme de la pochette qui est cousue main. »

Assurer la promo, organiser les agendas, les déplacements aux concerts, gérer les finances, garantir un certain équilibre dans un groupe d'une trentaine de femmes, aux personnalités et désirs forcément différents, etc. Quelques-unes des tâches qui figurent au copieux menu des cinq femmes qui coordonnent le groupe. Un travail « pas toujours rose », reconnaît la psy. « Il faut pouvoir gérer les frictions et tenir le coup dans les moments de tension. » Mais le jour où Edith Robin pensera à quitter le navire n'est pas pour demain. « Les Callas, ce sont des moments extraordinaires de vie en groupe et de solidarité. J'aurais difficile de m'en passer. »  Denis Grégoire

¹ On en dénombre pas moins de trois à Liège et un quatrième, baptisé « OMC », est en cours de création.

 Contact : Edith Robin,
Tél/Fax : 04 382 21 09
email : callas.sroles@swing.be

PRENEZ GARDE AUX CHANSONS !

La chanson reste aujourd'hui encore une arme hautement subversive, comme en témoigne la persistance de la censure un peu partout dans le monde. Il arrive que cette chasse aux mots prenne une tournure tragique : emprisonnement, exil forcé, voire assassinat pur et simple. Portraits de quelques-uns de ces « chanteurs-courage ».

LES PLASTIC PEOPLE OF THE UNIVERSE: LE PSYCHÉDELISME AU BAN DE LA SOCIÉTÉ TCHÈQUE

C'est après l'échec du printemps de Prague que surgit le groupe des Plastic People of the Universe ; quatre jeunes musiciens : Ivan Jirous, Svato-pluk Karasek, Pavel Zajicek, Vlatislav Brabenec, bien décidés à secouer la société tchèque. Ce qu'ils vont faire avec une musique d'inspiration underground et psychédélique et des textes décapants. Mais dans les années 70 ce genre de musique était un crime, c'était « troubler la paix de manière organisée ». Et l'histoire du groupe dissident va être émaillée de procès et de répressions diverses. Au début, ils chantaient des textes de Zappa et du Velvet Underground, mais bientôt, la pression se faisant plus forte, ils vont se créer un répertoire bien à eux, plus politique. Ils ne chanteront plus en anglais mais en tchèque pour être compris de tous. Les autorités vont tenter par tous les moyens de les faire taire : leurs chansons sont qualifiées de vulgaires et antisociales, on leur reproche des accoutrements indécents, leurs cheveux longs, etc. mais leur succès est incroyable dans le pays tout entier. Soutenu par Vaclav Havel, alors dissident lui aussi, le groupe devient le symbole d'un engagement tant politique que moral et l'expression d'une contre-culture. Mais cette insoumission a un prix : en septembre 1976, un procès condamne à de lourdes peines les quatre principaux musiciens. Trois d'entre eux feront plus d'un an de prison, Ivan Jirous près de huit ans. Ce procès va cimenter l'opposition au communisme et un an plus tard naîtra la manifeste pour les droits de l'Homme : la Charte 77. Ce n'est qu'en 2003 que le jugement condamnant les Plastic People a été, enfin, cassé.

Le grand-père du rock chinois, Cui Jian, lors d'un concert à Shanghai, le 14 septembre 2003. Cui Jian n'est généralement pas autorisé à jouer ses morceaux les plus engagés, car les autorités craignent qu'ils puissent inciter le jeune public à remettre en cause le régime.

© AFP



ANGEL PARRA: DANS LES GEÔLES DE PINOCHET

En 1964, le jeune Angel Parra issu d'une famille de musiciens, participe avec enthousiasme à la campagne qui porte au pouvoir Salvador Allende. En 1973, lors du coup d'État, il est incarcéré. Ses textes et ses chansons révolutionnaires, sympathisantes de la pensée de Che Guevara, dérangent les autorités. De sa prison, il écrira : « *Officina chacabuco/dans le riche Nord chilien/un endroit triste et abandonné/rien que salpêtre...* » Relâché, il est contraint à l'exil et se réfugie en France. Il va s'y produire souvent chantant son pays et son peuple : « *Je cours sans fin derrière la vérité/ et saurai à la fin ce qu'est la liberté.* » Gilles Perrault le décrit ainsi : « *Angel Parra lové autour de sa guitare, poil noir, oeil noir, frêle et compact et dont la voix crie le lancinement affreux de l'exil.* » En 1989, il retrouvera le Chili après seize ans d'absence.

MATOUB LOUNES: LE POÈTE ASSASSINÉ

Il compose des chansons depuis son plus jeune âge. Émigré en France avec sa famille, il les chante dans les cafés de Paris, sur des airs traditionnels kabyles. Ses textes sont clairement revendicatifs : la défense de la culture kabyle, la dénonciation de l'islamisme montant. Ardent partisan de la laïcité et de la démocratie, il se fait aussi très vite le porte-parole des opprimés et de la cause des femmes. Son style est épuré, il joue de la guitare folk, du mandol, du derbouka, de la flûte mais, pour lui, les textes sont plus importants que la musique. Il va bientôt être interdit de radio et de télévision en Algérie, mais sa popularité va croissante. Dans les années '80, il est de toutes les manifestations en Kabylie et à Alger. Il chante : « *Ah, être présent au milieu de vous/ne fut-ce que par la parole, combattre!/ Mais puisque les Kabyles s'unissent/Ils dissiperont les funestes tares.* » En 1990, convoqué par la police, il est battu et poignardé ; son état est tel qu'il doit être transporté en France. En septembre 1994, rentré au pays, il est enlevé par le groupe islamiste armé (GIA) qui le condamne à mort. Sa détention entraîne une véritable révolte en Kabylie. Libéré, il chantera : « *Affamés et fourbus, nous refusons de patienter/tant que naîtront les enfants de la probité/ pas de soumission/ ... nous sauverons l'Algérie de l'imposture.* » Ce sera sa dernière chanson. En juin 1998, sur une route de Kabylie, il est assassiné. Il avait 42 ans.

FELA KUTI: LE « SOLDAT INCONNU » PREND 10 ANS

Fils d'un pasteur, c'est lors de ses études aux États-Unis qu'il va rencontrer les Black Panthers. Rencontre qui va décider de sa musique, un mélange de jazz et de rythmes africains sur des paroles enflammées dénonçant les violations des droits de l'homme dans son pays, le Nigéria. À cette époque, les juntes militaires s'y succédaient, la corruption était endémique et la misère régnait dans les ghettos de Lagos. Avec son orchestre Africa 70, Fela va connaître un succès énorme. Ses chansons – bien que censurées – étaient sur toutes les lèvres. Leurs titres sont tout un programme : *Les combines de l'armée, Chagrins, sang et larmes, L'internationale des voleurs...* Sa célèbre chanson Soldat inconnu décrit l'agression dont lui-même et sa famille furent les victimes en 1977 : « *Un millier de soldats marchent sur Lagos/ [...] Et soudain c'est l'assaut/ [...] ils ont tué ma mère/ ma chère, ma vieille, mon inusable...* » Et le chœur martèle : « *Left, right, left, right* » pour imiter le pas cadencé des soldats. C'est à l'occasion de cette attaque qu'Amnesty entreprend une première action en sa faveur. En 1984, Fela est arrêté dans la communauté qu'il avait mise sur pied, la Kalakuta République et condamné à dix ans de prison. Libéré en 1986, grâce aux pressions internationales, il reprend ses tournées, dans le monde entier, et continue son combat pour la dignité de l'homme noir. Il meurt en 1997.

CUI JIAN: LE « VOYOU » CHINOIS

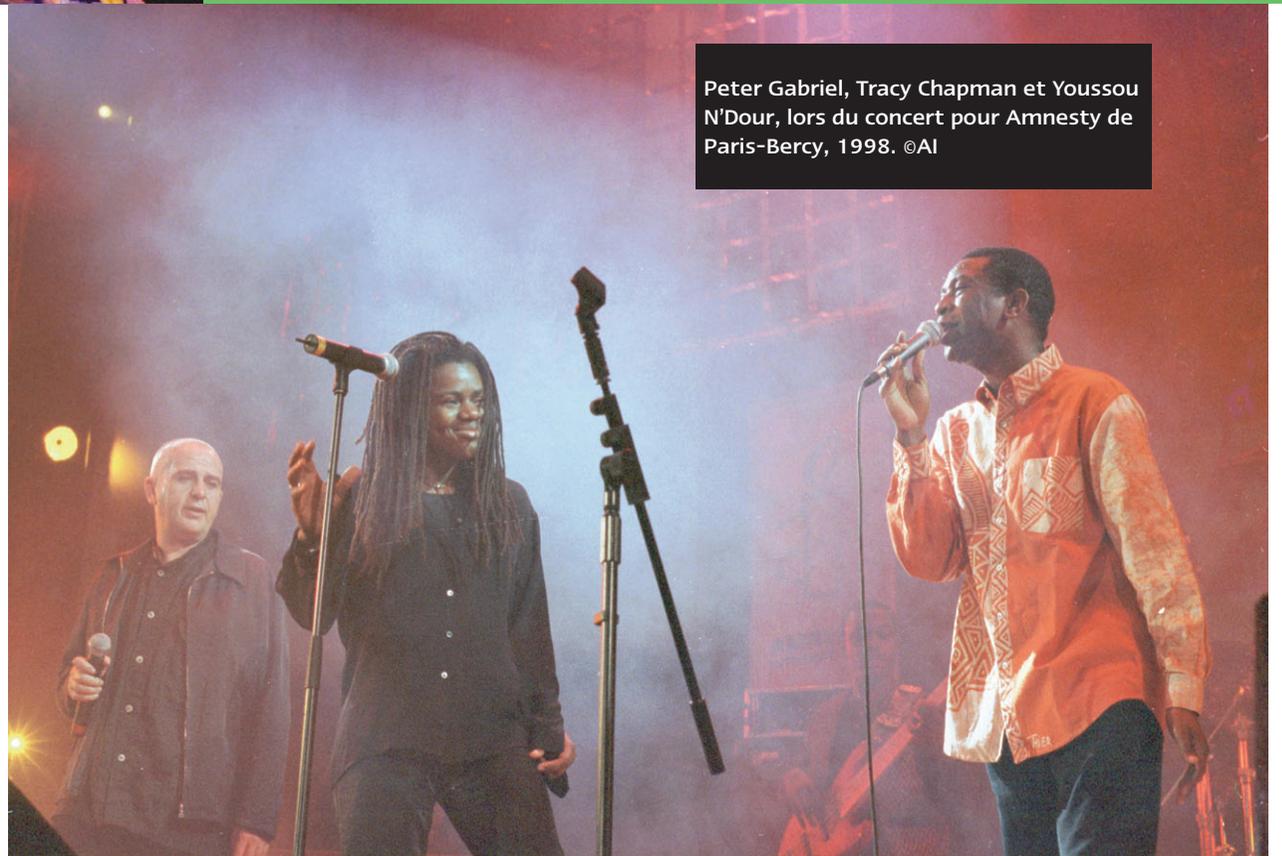
C'est ainsi qu'il est dénommé par les autorités chinoises, ce rocker devenu le premier artiste à adapter le hip-hop à la Chine. Dès 1989, on entend sa voix rauque exprimer la colère, la souffrance, particulièrement lors de la révolte des étudiants lorsqu'il réussit à faire un disque *Nothing to my name* (Pas en mon nom). Ses concerts sont, bien entendu, systématiquement interdits. Mais le chanteur parvient à déjouer les pièges. Les paroles de ses chansons mettent en cause le gouvernement : « *Si l'amour jaillit entre ma soeur (Hong Kong, ndlr) et moi (la jeunesse chinoise, ndlr) comment réagiras-tu, mère ?* » Ce qui veut dire en clair : « *qu'advient-il si les jeunes sont tentés par la culture capitaliste de Hong Kong et rejettent le statu quo politique?* » Dans son dernier album, il souligne les aspirations matérialistes de la Chine nouvelle. Il sermonne également son peuple : « *Nous sommes si absorbés par l'argent que nous allons tout oublier.* »

À suivre... © Suzanne Welles

AMNESTY ET LE ROCK :

UNE LOVE STORY DE PLUS DE VINGT ANS

« *Music is at the heart of human rights.* » Le slogan du projet Music for human rights, développé par la section américaine d'Amnesty, synthétise à merveille près de deux décennies de très étroites relations entre l'ONG de défense des droits humains et la scène musicale pop-rock. Coup d'œil dans le rétroviseur sur ce solide mariage d'amour... et de raison.



Peter Gabriel, Tracy Chapman et Youssou N'Dour, lors du concert pour Amnesty de Paris-Bercy, 1998. ©AI

Si les années hippies sont indissociables des noms « Woodstock » et « Isle of Wight », l'histoire musicale retient des eighties les méga concerts de charité, où préoccupations humanitaires et show business faisaient bon ménage.

Tout le monde se souvient, bien entendu, du Live Aid, impulsé en 1985 par le chanteur irlandais Bob Geldof pour venir en aide à la population éthiopienne victime de la famine. L'initiative eut un retentissement planétaire. Les concerts simultanés de Wembley et Philadelphie, diffusés sur les écrans de télé de plus de 60 pays pendant 17 heures, rassemblant plus d'un milliard de téléspectateurs autour de la première « grand messe » musicale mondiale.

LE TEMPS DES STADES

Un an plus tard, Amnesty, forte d'une déjà longue expérience de collaboration avec certains artistes¹, se lance dans l'aventure à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de l'ONG. Baptisée d'un très rock 'n roll Conspiracy of Hope, la tournée rassemble tout au long du mois de juin 1986 des artistes aussi prestigieux que Peter Gabriel, Lou Reed, Joan Baez, Bryan Adams, U2, Miles Davis, Bob Dylan, et Sting. Organisée par la section américaine d'Amnesty, la tournée sillonne les States pendant deux semaines. Née dans la tête de Jack Healey, directeur exécutif d'AI USA à l'époque, l'idée est de doper la notoriété d'Amnesty aux États-Unis, une ONG assez confidentielle à l'époque outre-Atlantique, en organisant des concerts dans les principales villes américaines. Pour faire prendre la sauce, il confie l'organisation à un chef trois étoiles, le manager américain Bill Graham, organisateur du Live Aid et de tournées de Bob Dylan et des Stones. Objectif atteint à l'issue des onze concerts — le dernier est diffusé sur MTV —, avec plus de trois millions de dollars récoltés et, surtout, quelque 45 000 nouveaux membres.

Deux années plus tard, Healey réédite l'expérience, à l'occasion du quarantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'Homme (DUDH). Avec le Human rights now ! tour, Amnesty touche cette fois le monde entier, à travers une tournée de six semaines et 19 concerts qui, outre les États-Unis et l'Union européenne, fait escale en Amérique du sud, en Europe de l'Est, en Afrique et en Asie.

En tête d'affiche, quelques compagnons de route de longue date comme Bruce Springsteen, Sting et Peter Gabriel, entourés de Tracy Chapman et Youssou N'Dour, deux « jeunes pousses » incarnant parfaitement l'atmosphère très « droit humaniste » de la fin des eighties. Le Human Rights Now! tour parvient à repousser les limites des « charity concerts » en associant directement les artistes aux campagnes et actions d'Amnesty.

Dix ans plus tard, Amnesty, pour célébrer cette fois le 50e anniversaire de la DUDH, organise dans la salle parisienne de Bercy un nouveau méga concert réunissant les plus fidèles soutiens d'Amnesty (Springsteen, Gabriel, Chapman etc.), deux légendes de la musique (Plant et Page, le mythique duo du Led Zep reformé pour un soir) et des groupes plus « hype » tels que Radiohead et Asian Dub Foundation. Et en 1999, Eurythmics lance le www.peacetour.net, une tournée organisée en Europe, Australie et États-Unis au profit de Greenpeace et d'Amnesty International.

2000, NOUVELLES RECETTES

En lançant, en 2001, le projet « Music for human rights », la section américaine innove en impliquant davantage encore les artistes dans une dynamique d'action et en épousant les attentes d'un public résolument jeune et branché « courants alternatifs ». « *Notre but principal est de développer des relations avec des artistes qui nous aideront à atteindre les jeunes.*

Nous continuons à travailler avec des musiciens comme Sting, mais nous devons absolument collaborer avec les futurs Sting », reconnaît Josefine Ciallella, la responsable du projet.

Un CD compilant des chansons de leaders de la pop-rock tels que Coldplay et Radiohead est offert aux nouveaux jeunes membres, des ventes aux enchères en ligne sont organisées pour acquérir

des planches de skate décorées par des groupes en vogue ou des tickets « backstage » pour les concerts sold out de System Of A Down, Cypress Hill, Blink 182, Air, etc. Une dynamique de partenariat est également impulsée : avec le festival rock américain itinérant Lollapalooza — adoption d'un prisonnier de conscience — ou avec Miami Music & Multimedia, un nouveau rendez-vous centré sur les nouvelles technologies liées à la musique.

Sur un plan plus international, le mouvement a lancé récemment le projet « Art for Amnesty », une initiative localisée à Dublin qui réunit des artistes du monde entier, toutes disciplines confondues, qui mettent leur talent au service d'Amnesty. En préparation, la réalisation d'une vidéo qui sortira en octobre prochain pour la célébration du cent-cinquantième de la naissance d'Oscar Wilde. Les artistes participant au projet liront 150 des écrits du célèbre auteur sur différents thèmes. Bono, le leader de U2, a confirmé sa participation. David Bowie figure également au nombre des personnalités approchées pour participer à cette vidéo anniversaire. Résolument tendance, isn't it ? © Denis Grégoire

¹ En 1976, déjà, les Monty Python mettent sur pied un show comique (« The secret policeman's ball ») au profit d'Amnesty. La série de spectacles se poursuivra en 1977, 1978 et 1981, avec la participation musicale de Peter Gabriel, Duran Duran, Marc Knopfler, Eric Clapton et Phil Collins.

« Ces rencontres nous ont tous fortement touchés. C'est une chose de lire sur la torture, mais parler à une victime vous fait franchir un pas vers la réalité qui est effroyablement convaincant. » Sting

« Notre but principal est de développer des relations avec des artistes qui nous aideront à atteindre les jeunes »

CES CHANSONS DANS LE SENS DU POIL

Célèbres sur tout le continent africain et même au-delà, certaines stars de la musique congolaise ont trouvé la recette pour vendre leurs titres : se faire payer pour chanter les louanges de telle ou telle personnalité ou les litanies de noms plus obscurs.

Adam Bombole, « le grand Saoudien, l'homme qui affronte la conjoncture quelle que soit la hausse ou la baisse du dollar »; Cardoso Mwamba, « le Bill Gates congolais »; Serge Kasanda « FMI », etc. En République démocratique du Congo (RDC), stars adulées de la chanson ou musiciens débutants, tous se sont mis au rythme de ces chansons qui vantent les grosses fortunes congolaises ou d'ailleurs. La liste est aussi interminable que surréalistes les surnoms dont les affublent ces musiciens.

Le phénomène s'appelle « Kobwaka libanga », ce qui en lingala signifie curieusement « jeter la pierre » à un bienfaiteur que le musicien caresse dans le sens du poil en lui jetant plutôt des fleurs ! La pratique n'est pas nouvelle en RDC mais elle a pris de l'ampleur depuis une dizaine d'années, avec la nouvelle vague des stars de la musique tels Papa Wemba, Koffi Olomide, Werrason, J. B. Mpiana ou King Emeneya.

« Autrefois, les pionniers de la rumba congolaise citaient aussi dans leurs chansons des noms de personnes ou de lieux de rencontre célèbres. Mais ils le faisaient avec tact et modération, rappelle Jamais Kolonga, un vieil amateur de la musique des années '50. Ce n'était qu'une façon de remercier un mécène qui ne forçait jamais la main au musicien. A l'époque, la concurrence musicale était basée sur le talent et la culture générale », regrette ce vieux de la vieille.

« SADDAM HUSSEIN » ET « PAPA BONHEUR »

À chaque époque ses mœurs et ses fantaisies. Aujourd'hui, les musiciens qui ne vivent pas toujours de leurs oeuvres, chantent les louanges de leurs mécènes « ceux qui font que [nous] existons », comme ils aiment à le répéter. Cela va du diamantaire, désireux de voir célébrer sa fortune, à l'homme politique glouton en mal de pouvoir en passant par la femme d'affaires qui cherche à charmer des musiciens ou des débrouillards de tous bords vivant en Europe.

Kongolo, l'un des bouillants fils de l'ancien président Mobutu, a été maintes fois chanté sous le nom de Saddam Hussein, « l'homme fort ». Le président du Congo-Brazzaville, Denis Sassou Nguesso se fredonne « Papa bonheur ». Quant au fils du président équato-guinéen, Obiam Nguema, qui mène une vie de prince à Paris, il a été glorifié par une chanson de Werrason.

Des dizaines voire plus d'une centaine de noms peuvent être cités dans une même chanson. Le record revient à J. B. Mpiana qui, dans son titre *Lauréats de l'an 2000*, a aligné près de 200 noms ! « C'est des Congolais

vivant en Europe. Ils nous gratifient de nombreux dons en habits, en voitures de luxe », précise Roger Ngandu, l'attaché de presse du musicien.

LES DOLLARS DE LA CÉLÉBRITÉ

Selon les témoignages, chaque nom cité dans un titre rapporterait de 200 à 300 dollars (ou euros). « Une chanson dédiée exclusivement à une personne, un diamantaire ou un homme politique puissant, peut rapporter une jolie fortune, 1000 dollars voire plus à son auteur-compositeur », révèle un musicien de Papa Wemba. Lister le plus de personnes possible est donc une opération hautement rentable.

Lors de l'enregistrement de son dernier album *Tout le monde à la queue leu leu*, le studio parisien de la star congolaise Werrason a été envahi par de nombreux Congolais. Chacun voulait placer son nom. « Cela a créé un embouteillage et a beaucoup indisposé les techniciens », ont rapporté des chroniqueurs de la musique congolaise à Paris. L'artiste lui-même travaille sous pression pour contenter tous ceux qui veulent entendre citer leur nom. En Europe, des musiciens ont ainsi eu des démêlés avec certains de leurs compatriotes déçus de n'avoir pas retrouvé leurs noms dans un album alors qu'ils avaient payé !

On comprend dès lors l'engouement que suscite la sortie de tout nouveau disque. Les uns, simples fans, se l'arrachent pour vibrer à son rythme ; les autres pour vérifier que leur nom a bien été repris. Mais ces litanies finissent par étouffer la musique jugée monotone et trop bruyante par la critique. © InfoSud-Syfia RDC/Tshieke Tshienda B. et Godefroid Bwiti Lumisa



↑ Un orchestre joue des airs funèbres dans le Palais du peuple de Kinshasa où les Congolais sont venus rendre un dernier hommage au Président défunt Laurent Désiré Kabila, avant ses funérailles le 23 janvier 2001. Au Congo, la musique est omniprésente de la naissance à la mort. © AFP

QUIZZ

Trouvez le titre et l'interprète de dix chansons engagées !

- | | |
|---|--|
| 1 | Imagine all the people
Living life in peace |
| 2 | Je suis tombé par terre
C'est la faute à Voltaire
Le nez dans le ruisseau
C'est la faute à Rousseau |
| 3 | Imagine there's no countries
It isn't hard to do
Nothing to kill and die for
No religion too |
| 4 | S'il faut donner son sang
Allez donner le vôtre
Vous êtes bon apôtre
Monsieur le Président
Si vous me poursuivez
Prévenez vos gendarmes
Que je n'aurai pas d'armes
Et qu'ils pourront tirer |
| 5 | Una matina , mi son svegliata
O bella ciao (3X) ciao, ciao
Una matina, mi son svegliata |

e ho trovato l'invasor

6
You can blow out a candle
But you can't blow out a fire
Once the flames begin to catch
The wind will blow it higher

7
On choisit pas ses parents, on choisit pas sa famille,
on choisit pas non plus les trottoirs de Manille
De Paris ou d'Alger, pour apprendre à marcher

8
Ici chacun sait ce qu'il veut, ce qu'il fait quand il passe;
Ami, si tu tombes, un ami sort de l'ombre à ta place.

9
Demain du sang noir séchera au grand soleil sur les routes
Chantez, compagnons, dans la nuit la liberté nous écoute
Chantez, allez chantez, chantez compagnons.

9
Y a-t-il un incendie prévu ce soir dans l'hémicycle ?
On dirait qu'il est temps pour nous d'envisager un autre cycle
On peut caresser des idéaux sans s'éloigner d'en bas
On peut toujours rêver de s'en aller mais sans bouger de là

10
The ice age is coming, the sun is zooming in
Engines stop running and the wheat is growing thin
A nuclear error, but I have no fear
London is drowning-and I live by the river

Envoyez vos réponses par écrit (Libertés !, Rue Berckmans, 9 à 1060 Bruxelles) ou email libertes@aibf.be. Les 3 personnes ayant réuni le plus de bonnes réponses recevront un exemplaire du CD Pas la peine ! avec entre autres Girls in Hawaii, Venus, Jeronimo, Starflam. Les réponses figureront dans le Libertés ! d'octobre.

« ON EN A MARRE » : 17 FEMMES CHANTENT LEUR REFUS DE LA VIOLENCE

« On en a marre de la terre des hommes. Il est temps de changer la donne », fredonnent en chœur 17 personnalités féminines, chanteuses professionnelles ou non.

« Cette chanson, c'est le résultat d'une solidarité, d'une générosité et d'un grand cœur de la part de tous ceux qui ont participé au projet », a déclaré Françoise Guillitte, responsable du programme femmes chez Amnesty Belgique francophone, lors de la présentation du CD, en juin dernier.

« Elle est un appel aux décideurs de ce monde, qui sont généralement des hommes, pour leur dire de ne pas nier les conséquences dramatiques des violences faites aux femmes, et pour leur dire une nouvelle fois qu'il est temps d'agir. »

Dix-sept femmes connues ont accepté de chanter leur ras-le-bol des violences faites aux femmes. Laurence Bibot, Lio, Viktor Lazlo, Annie Cordy, Sandrine Collard, Jo Lemaire, Natacha Atlas, Marie Daulne, Sandra Kim, Soda, Nathalie Uffner, Sanya Maas, Carine de Brab, Muriel Sarkany, Mélanie Martins, Juliane Deville et Noémie prêtent ainsi leur voix pour la bonne cause.

Composée par deux hommes, la musique par le chanteur Marka et le texte par le parolier Thierry Robberecht, la chanson *On en a marre*, est disponible sur CD dans les boutiques Amnesty¹ au prix de 4 €. Le morceau peut également être écouté gratuitement en MP3 sur le site d'Amnesty www.amnesty.be.

Un clip, réalisé par Serge Honorez, accompagne avec humour la chanson. Il est également téléchargeable sur le site d'Amnesty. ©

¹ Bruxelles (1060), Rue Berckmans, n°9 - Liège, Rue Souverain Pont, n°11



ILS DISENT « HALTE À LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES ! »

Une cinquantaine de personnalités belges d'horizons aussi divers que la chanson, le sport, le théâtre ou la littérature ont déjà rejoint la campagne « Halte à la violence contre les femmes ! ». Tous se sont engagés, personnellement, à lutter contre les violences faites aux femmes. Petit patchwork de leurs motivations.



ADRIEN JOVENEAU, PRÉSENTATEUR RADIO TÉLÉ



J'apporte mon soutien à la campagne d'Amnesty parce que je crains malheureusement que les

hommes soient souvent responsables de la violence infligée aux femmes. Il y a parfois des passions qui dérapent, ça ne part pas toujours d'un mauvais sentiment. Les passions et les sentiments prennent parfois une ampleur telle qu'ils ont un effet pervers. Je crois que c'est beaucoup l'affaire des hommes. C'est à nous donc, en priorité, de changer nos comportements.»



LAURENCE BIBOT, COMÉDIENNE



Quand Amnesty m'a demandé si j'étais prête à m'engager avec elle, la violence contre les femmes me semblait une problématique assez éloignée de ma vie. Et puis je me suis dit qu'il était important

d'en parler, que cela pourrait aider des femmes qui vivent cela à se sentir moins seule, à oser en parler. J'ai ensuite découvert à quel point cette violence fait des ravages dans certaines régions du monde comme au Congo, où les femmes sont violées de façon très organisée. Or, quand on s'attaque ainsi aux femmes, on s'attaque aux mères, et donc aux familles. C'est toute une société qui est visée à travers elles. » (Interview au « Soir », 8 mai 2004)



SANDRA KIM, CHANTEUSE



La violence contre les femmes n'est pas vraiment une priorité pour les dirigeants mondiaux. Lorsqu'une

guerre éclate, on parle pétrole, comme en Irak, mais pratiquement jamais de ce qu'endurent les femmes. Au cours de la guerre en Yougoslavie, des milliers de femmes ont été violées par des soldats. On n'en a presque pas parlé. En Belgique, je connais des filles qui ont été mariées de force. »



BARBARA LOUYS, ANIMATRICE ET PRODUCTRICE TÉLÉ



C'est tout un regard de la société qu'il faut changer. Celui des employeurs qui voient dans une

femme une mère potentielle, quelqu'un qui va s'absenter, qui va être enceinte. Celui de certains médecins et policiers qui considèrent qu'une femme battue par son compagnon, c'est un problème mineur. Celui de beaucoup d'hommes pour que l'on n'entende plus jamais des "C'est elle qui l'a cherché, elle mettait des mini-jupes". »



MURIEL SARKANY, CHAMPIONNE DU MONDE D'ESCALADE



Quand Amnesty m'a contactée, j'ai répondu directement oui. Je me suis dit : "Enfin on me propose quelque

chose dans laquelle je me sens vraiment impliquée". J'ai dans mon entourage des femmes qui ont été maltraitées. Je sais exactement de quoi il s'agit. Il faut faire prendre conscience, aux hommes et aux femmes aussi, qu'il s'agit de racisme pur et simple. »



BÉA DIALLO, BOXEUR



Les femmes ont toujours joué un rôle essentiel dans ma vie : j'ai eu une mère extraordinaire qui m'a servi d'exemple. Je n'ai jamais supporté la violence, alors, moi, le boxeur, avec cette image forte et virile, j'ai voulu m'engager pour faire

passer un message : on ne tape pas sur les femmes. J'ai été contacté par une ASBL de La Louvière, SOS femmes battues. C'est grâce à elle que j'ai découvert ce problème, ici en Belgique. Depuis que je me suis engagé pour cette cause, je suis allé témoigner dans des écoles pour expliquer aux jeunes que, pour exprimer une révolte, il vaut mieux le faire via le sport ou le théâtre, mais surtout pas en frappant sa copine. » (Interview au « Soir », 8 mai 2004)

ET VOUS, QU'ATTENDEZ-VOUS POUR VOUS ENGAGER ?

Les violences infligées aux femmes sont un scandale de portée mondiale. Elles touchent chacun et chacune dans sa vie quotidienne. Aujourd'hui, je m'engage avec Amnesty pour dire : « Non à la violence contre les femmes ! ».

Je demande à tous les gouvernements de prendre les mesures nécessaires pour garantir :

- que les auteurs de ces agissements et ceux qui les permettent soient amenés à en répondre ;
- que soit mis fin à l'impunité des responsables des actes de violence contre les femmes, que ce soit en temps de paix ou au cours de conflits ;
- l'abolition des lois qui exercent une discrimination contre les femmes et l'adoption de lois et autres mesures protégeant les femmes de la violence, ainsi que la mise en œuvre effective de ces dispositions ;
- la prévention des actes de violence contre les femmes, des enquêtes sur ces actes, la punition de leurs auteurs et une réparation aux victimes, que ce soit en temps de paix ou pendant un conflit ;
- que des mesures efficaces contre la violence envers les femmes soient prises au niveau local, en intervenant dans ce sens auprès des instances appropriées : autorités locales, religieuses, traditionnelles ou autres personnalités ;
- que les combattants qui commettent des violences contre les femmes ne bénéficient plus de l'impunité.
- que les militantes et militants qui se battent pour les droits des femmes soient protégés.

LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES REPOSE SOUVENT SUR LE SILENCE ET LE REFUS DE VOIR CE QUI EST POURTANT ÉVIDENT.

Je m'engage à être attentif à ce qui se passe autour de moi, à ne pas hésiter à parler avec les personnes dont je pense qu'elles souffrent de tels agissements, et à les soutenir dans la mesure de mes possibilités dans les démarches qu'elles entreprendraient pour échapper à la violence.

Nom
Prénom
Adresse
Code postal
Commune
Pays

À découper et à renvoyer à :
Amnesty International Belgique francophone
Rue Berckmans, 9 à 1060 Bruxelles

Amnesty International

SECRETARIAT NATIONAL AIBF
9, rue Berckmans, 1060 Bruxelles - 02 538 81 77 -
Fax 02 537 37 29 - www.amnesty.be

SECRETARIAT INTERNATIONAL
1, Easton Street, London WC1X 0DW - United
Kingdom - 00 44 207 413 5500

AMNESTY INTERNATIONAL VLAANDEREN
Kerkstraat, 156, 2060 Antwerpen 6 - 03 271 16 16

**RESPONSABLES RÉGIONAUX D'AMNESTY
BRUXELLES** René Cambier - 12, rue Darwin 1190
BXL - 02 343.27.27 - rcambier@aibf.be

BRABANT WALLON Jean-Philippe Chenu - Chemin
de la Terre Franche 13, 1470 Genappe - 010 61 37
73 - jpchenu@aibf.be

NAMUR Romilly Van Gulck - Rue Vivier Anon, 8,
5140 Sombreffe - 071 88 92 51 - rvangulck@aibf.be

HAINAUT OCCIDENTAL Myriam Dellacherie - rue
Basse Couture, 20 - 7500 Tournai - tél : 069 22 76
18 - mdellacherie@aibf.be

HAINAUT ORIENTAL Nicole Grolet - 6 av. Elisa-
beth 6001 Marcinelle - 071 43 78 40 -
ngrolet@aibf.be

LIÈGE Christiane Pivont - Responsable Coordina-
tion Régionale de Liège - 159, rue Maison Blanche -
3790 Moulant - tél 0496.12.83.87

Christine Bika - Responsable de la gestion de la
Permanence - C/O Bureau régional d'AI - Rue
Souverain Pont - 4000 Liège - lundi au samedi de
13h à 17h30 - tél: 04.223.05.15

LUXEMBOURG Guy Pierrard - 28 rue Saint-Roch
6840 Neufchâteau - 061 27 70 75 -
gpierrard@aibf.be

**VOUS CHERCHEZ LES RAPPORTS, LES
ACTIONS D'AMNESTY ? VISITEZ NOTRE
SITE ! WWW.AIBF.BE !**



20 KM DE BRUXELLES : UNE PREMIÈRE À CONFIRMER

Pour la première fois, Amnesty International a participé, le 30 mai dernier, aux 20 km de Bruxelles. Sur les 102 inscrits de l'équipe Amnesty, quelque 77 coureurs sont venus à bout du parcours, malgré ses tunnels, les « montagnes russes » du Bois de la Cambre et l'interminable final de l'avenue de Tervuren. Jean-Paul Lecomte, de Bruxelles, est le premier coureur Amnesty à avoir franchi la ligne d'arrivée, dans un temps d'1h.26 minutes qui lui permet d'intégrer le cercle fermé des 1 100 premiers. Il est suivi par Marc Lallemand et David Daxhelet qui, bien que figurant dans le dernier box sur la ligne de départ, sont très aisément descendus en dessous de la barre d'1h40. Leur performance permet à Amnesty International d'atteindre au classement inter-équipes la 134^e position sur un total de 489 équipes. Pas mal pour une première participation ! Parmi les sportifs amnestiens, figuraient pas moins de huit coureurs qui avaient fait le déplacement depuis la France. Une expérience à rééditer tout en peaufinant - c'était une première - l'accueil des coureurs et l'animation « made in Amnesty » le long du parcours. ☺

« AMNESTY, UNE EFFICACITÉ PROUVÉE » COURONNÉE PAR LE MONDE DE LA PUB

Le spot d'Amnesty diffusé en télé et dans les salles de cinéma durant la campagne Bougies 2003, a été reconnu par le Jury des créatifs de la publicité (CCB Awards) comme un des plus créatifs de l'année en Belgique. L'agence de publicité Air qui a réalisé le spot The Laundrette a reçu un Gold (1er prix) dans la catégorie Cinéma, et un Silver (2e prix) pour le travail sur l'ensemble de la campagne « Amnesty, une efficacité prouvée ». Les prix ont été remis le 27 mai dernier, lors d'une cérémonie à Bruxelles réunissant le gratin du monde de la pub en Belgique. Ces prix sont considérés comme les « Césars » du milieu publicitaire belge. ☺

CAMPAGNE BOUGIES 2004 : APPEL AUX BÉNÉVOLES !

Chaque année, du 20 novembre au 10 décembre, des équipes d'Amnesty International vont à la rencontre des gens sur le terrain afin de les sensibiliser à la question des droits humains. Ils leur proposent aussi d'acheter une bougie de la liberté, symbole de la solidarité avec les victimes.

Cette campagne ne peut réussir sans l'aide d'un maximum de bénévoles. Si vous êtes prêt à offrir à Amnesty quelques heures de votre temps libre pendant cette période, faites-le nous savoir en complétant une fiche en ligne sur www.amnesty.be ou en téléphonant au 02 538 81 77 pendant les heures de bureau. ☺

LE TÉLÉPHONE NE VOUS FAIT PAS PEUR ?

Votre mission : vous contacterez par téléphone une liste de membres Amnesty habitant à Bruxelles. Vous leur proposerez de tenir pendant deux heures un des 'stands bougies' d'Amnesty dans une gare ou station de métro de la capitale. Qualités requises : sens du contact, goût pour la communication par téléphone, bonne humeur. Période concernée : de fin septembre à mi-décembre.

Pour nous rejoindre : complétez une fiche en ligne sur www.amnesty.be ou téléphonez à Marie-Laurence Jacquery au 02 543 79 32 pendant les heures de bureau. ☺

BONNES NOUVELLES

Dans tous les pays du monde, des gens sont libérés grâce au travail des membres d'Amnesty. Des témoignages émouvants nous parviennent des prisonniers libérés ou de leur famille. Ils montrent qu'une action de masse peut avoir des résultats pour un meilleur respect des droits humains.

MEXIQUE

MILITANTS ÉCOLOGISTES LIBÉRÉS

Isidro Baldenegro et Hermenegildo Rivas, deux militants écologistes de l'ethnie indigène Rarámuri (ou Tarahumaras) de l'État de Chihuahua (nord du Mexique), qui mènent un combat contre le déboisement de leur région, ont été libérés le 23 juin. Toutes les charges retenues contre eux ont été abandonnées. Ils avaient été arrêtés en mars 2003 et inculpés de détention d'armes à feu, avec de fausses preuves, en représailles à leurs actions.

Les pressions exercées tant à l'échelle nationale qu'internationale ont énormément contribué à ces libérations. Isidro Baldenegro a déclaré au quotidien *La Jornada* qu'« aujourd'hui, [il était] encore plus déterminé [à poursuivre son action en faveur de la protection de l'environnement], car cette expérience leur avait montré que des gens étaient prêts à les aider ». ☉

ÉTATS-UNIS

CONDAMNÉ À MORT GRACIÉ

Pour la première fois depuis la reprise des exécutions judiciaires aux États-Unis, en 1977, un représentant du pouvoir exécutif a accordé sa grâce à un condamné à mort. Le 2 juillet, Joseph Kernan, gouverneur de l'État de l'Indiana, a en effet commué la sentence capitale prononcée contre Darnell Williams, qui devait être exécuté le 9 juillet, en une peine de réclusion à perpétuité sans possibilité de libération conditionnelle. Darnell Williams avait été condamné à mort pour un double meurtre commis en 1986 mais des doutes subsistent encore sur sa culpabilité, et sa santé mentale est déficiente. ☉

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

FIN DES LITS-CAGES

Le mercredi 13 juillet 2004, le ministre tchèque de la santé Jozef Kubinyi a décidé d'interdire l'utilisation des lits-cages dans les institutions psychiatriques et de supprimer les lits avec filet pour fin 2004. Cette décision suit de quelques jours une lettre de JK Rowling, l'auteur des aventures de Harry Potter, faisant part de sa préoccupation à ce sujet.

Les lits-cages, des lits entourés de barreaux et de grillage, sont conçus pour confiner une personne dans le périmètre du lit. Ils sont d'usage courant dans les hôpitaux psychiatriques et les centres d'accueil pour handicapés mentaux en République tchèque, de même qu'en Slovaquie et en Hongrie. ☉

Vous avez écrit pour quelqu'un et vous voulez savoir ce qu'il en est advenu ?
<http://www.web.amnesty.org/web/www.nsf/updated>

RECEVOIR LES LETTRES DU MOIS

Vous pouvez recevoir les lettres du mois par e-mail en envoyant directement un e-mail vide à

BULGARIE

AIDER DES ENFANTS EN MAISON DE SANTÉ



Un enfant trisomique de huit ans de la maison de santé de Dzhurkovo. Une soixantaine d'enfants vivent dans des conditions sanitaires déplorable et sans suivi thérapeutique dans cette institution pour handicapés, située dans une région reculée du sud de la Bulgarie
© AI

L'état physique des enfants de la maison de santé de Dzhurkovo s'est amélioré depuis l'hiver 1997, au cours duquel six enfants et un adolescent de 18 ans sont morts d'hypothermie et de malnutrition.

Cependant, des draps propres, des dortoirs chauffés et des soins médicaux de base font toujours défaut pour les 69 enfants hébergés à Dzhurkovo, un village reculé des montagnes de Rodopi (sud de la Bulgarie). Le manque d'exams et de traitements médicaux hypothèque leur développement et les prive de leur droit fondamental de vivre dans la dignité.

Le syndrome de Down (trisomie 21) a été diagnostiqué chez 18 enfants et 51 enfants souffrent de paralysie cérébrale. Quarante-trois sont alités, sans contact avec les autres patients et sans activités. Il n'y a que trois éducateurs pour la totalité de l'institution. En juin, quand un délégué d'AI a visité l'établissement, il n'y avait qu'un seul éducateur pour s'occuper de tous les enfants alités, et c'était un diplômé en chimie.

Une jeune trisomique de huit ans avait été surprise lors d'une précédente visite d'Amnesty, il y a trois ans, mâchant les côtés de son lit de camp en bois. Elle est apparemment toujours réduite à cet état par manque d'activité et d'attention.

Les enfants de Dzhurkovo doivent pouvoir bénéficier de programmes éducationnels et de soins adéquats afin de permettre de développer leur potentiel et de leur offrir la possibilité de mener une vie indépendante. Cet objectif n'est réalisable que si les enfants sont transférés de la zone reculée dans laquelle ils vivent actuellement vers un centre urbain important, où ils auront enfin accès au personnel soignant spécialisé. ☉

MODÈLE DE LETTRE

Monsieur le Premier Ministre,
Les conditions sanitaires et le manque d'encadrement thérapeutique régnant dans la maison de santé de Dzhurkovo restent préoccupants, en dépit des progrès enregistrés au cours des dernières années, a constaté Amnesty International lors d'une récente visite.

En tant que membre/sympathisant d'Amnesty International, je me permets de vous demander de faire tout ce qui est en votre pouvoir afin de procéder au transfert des enfants de Dzhurkovo vers un centre urbain, où ils pourront recevoir les soins appropriés et ainsi être réintégrés progressivement dans la communauté.

Dans l'espoir d'être entendu, je vous prie de croire, Monsieur le Premier ministre, à l'assurance de ma haute considération.

Signature :

Nom :

Adresse :

LETTRE À ADRESSER À :

Monsieur le Premier Ministre Simeon Saxe-Coburg Gotha, Dondukov Boulevard number 1, 1194 Sofia, Bulgaria — Fax: +359 (0)2 981 8170

COPIE À ENVOYER À :

Ambassade de Bulgarie, Avenue Hamoir, 58, 1180 Bruxelles – Fax au 02 375 84 94 ou email embassy@bulgaria.be

TURKMÉNISTAN DES TÉMOINS DE JÉHOVAH EMPRISONNÉS

En mai, deux membres de la communauté des témoins de Jéhovah, Vepa Tuvakov et Mansur Masharipov, ont été arrêtés dans leur ville natale de Dashoguz, près de la frontière avec l'Ouzbékistan. Ils ont été condamnés à 18 mois de prison pour avoir refusé, pour des raisons de conscience, de servir dans l'armée.

AI a reçu des rapports crédibles selon lesquels des objecteurs de conscience auraient été battus en prison et menacés de représailles s'ils ne renonçaient pas à leur foi. En avril, deux objecteurs de conscience ont été menacés de mort pendant leur incarcération au camp de travail Seidi, à l'est du Turkménistan. Dans ce pays, il

n'y a aucune alternative civile pour les hommes qui s'opposent au service militaire pour des raisons de conscience. Ceux qui refusent la conscription peuvent être emprisonnés en tant que criminels.

La situation des droits humains dans ce pays est désastreuse depuis des années. Le gouvernement est extrêmement intolérant envers les dissidents et a sévèrement limité les libertés civiles, politiques et religieuses. Les membres des minorités religieuses continuent de faire face au harcèlement et à l'intimidation. Aucun parti politique indépendant ou organisation de défense des droits humains ne peut opérer librement dans le pays. ☉

MODÈLE DE LETTRE

Monsieur le Président,
Vepa Tuvakov et Mansur Masharipov ont été condamnés, en mai dernier, à 18 mois de prison pour avoir refusé, pour des raisons de conscience, de servir dans l'armée.

En tant que membre/sympathisant(e) d'Amnesty International, je me préoccupe vivement de la multiplication des condamnations à des peines de prison de personnes refusant, pour des raisons de conscience, d'accomplir leur service militaire. Je demande donc aux autorités turkmènes de libérer, immédiatement et sans réserve, tous les prisonniers d'opinion, emprisonnés uniquement pour avoir refusé de servir dans l'armée pour des raisons religieuses.

Dans l'espoir d'être entendu, je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de ma haute considération.

Signature :

Nom :

Adresse :

LETTRE À ADRESSER À :

Monsieur le Président Niyazovu, Apparat Prezidenta, 744000 g. Ashgabat, Turkmenistan — Fax +993 12 35 42 41/ 39 28 50

COPIE À ENVOYER À :

Ambassade du Turkménistan, av. F.D. Roosevelt, 106, 1050 Bruxelles — Fax au 02 648 19 06 ou par email turkmenistan@skynet.be

COMMENT AGIR EFFICACEMENT ?

Les cas exposés concernent des victimes de violations des droits humains dont s'occupe Amnesty International. Chaque appel compte. Un texte (à écrire ou à photocopier) vous est proposé pour chaque cas. Dans l'intérêt des victimes, écrivez en termes mesurés et courtois aux adresses indiquées. Ces lignes sont lues partout dans le monde par les quelque 1.100.000 membres d'Amnesty International. Elles sont reproduites dans de nombreux pays par des dizaines de journaux et constituent la clé de voûte de l'action du mouvement.

TARIFS POSTAUX

Lettres (jusqu'à 50 grammes) Europe : 0,60 E (Prior) ou 0,55 E (Non Prior). Reste du monde : 0,80 E (Prior) ou 0,65 E (Non Prior) La surtaxe aérienne est incluse (étiquette requise). Cartes postales Aérogrammes : affranchissement unique de 89 cents pour tous pays, surtaxe aérienne comprise.

ALGÉRIE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION MENACÉE

Hafnaoui Ghoul, un journaliste militant des droits humains, est emprisonné depuis le 24 mai pour avoir critiqué les fonctionnaires locaux dans la presse algérienne. Une série de poursuites en diffamation a été lancée contre lui par des officiers locaux après qu'il eut publié des articles concernant les violations des droits humains, la corruption et la mauvaise gestion des services publics dans la région de Djelfa (300 km au sud d'Alger). Lors d'un procès, le tribunal l'a condamné à une peine de deux mois de prison et à une lourde amende, après qu'il ait accusé un fonctionnaire local d'être responsable de scandales récents et ait réclamé une enquête.

Plus d'une douzaine d'autres procès vont avoir lieu et il devra sans doute faire face à d'autres peines de prison. AI considère Hafnaoui Ghoul comme un prisonnier d'opinion, emprisonné seulement pour avoir exercé pacifiquement son droit à la liberté d'expression. L'organisation internationale demande donc sa libération immédiate. L'année dernière, il y a eu une augmentation du nombre de procès contre des journalistes et des éditeurs de journaux, accusés de « diffamation contre l'État ». En vertu de loi algérienne, la diffamation est une offense criminelle. Ceux qui en sont reconnus coupables peuvent être condamnés à des peines de prison allant jusqu'à un an. ☉

MODÈLE DE LETTRE

Monsieur le Ministre de la Justice,
Hafnaoui Ghoul, un journaliste militant des droits humains, est emprisonné depuis le 24 mai pour avoir critiqué les fonctionnaires locaux dans la presse algérienne.

En tant que membre/sympathisant(e) d'Amnesty International, qui considère Hafnaoui Ghoul comme prisonnier d'opinion, je vous demande sa libération immédiate. Nous osons espérer qu'à l'avenir il ne sera plus jamais considéré comme un criminel pour avoir exercé pacifiquement son droit à la liberté d'expression.

Espérant bon accueil à ma requête, je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, à l'assurance de ma considération distinguée..

Signature :

Nom :

Adresse :

LETTRE À ADRESSER À :

M. Tayeb Belaiz, Ministre de la Justice, Ministère de la Justice, 8 Place Bir Hakem, 16030 El Biar, Alger, Algeria — Fax: +213 21 922956 / 921701

COPIE À ENVOYER À :

Ambassade d'Algérie, Avenue Molière, 207-209, 1050 Bruxelles — Fax au 02 343 51 68

AGENDA

SPECTACLES :

SOIRÉE MUSICALE « CARTES POSTALES »

Des musiciens et chanteurs accordent leurs voix, en écho, à l'actuelle campagne d'Amnesty International « Halte à la violence contre les femmes ! ».

Le temps d'une chanson, c'est aussi le temps d'écrire une très simple carte postale aux femmes victimes de violence dans le monde. Et en contrepoint d'une cause si grave, un cabaret débordant de musiques, d'humour et de légèreté.

Avec la participation de Charles Loos (piano), Claude Semal (présentation, chanson), Manou Galo (afro groove), Trio Pata (folklore de « pataphonie centrale »), Panta Rhei (musique du monde), Buster and the Swing (jazz), Christiane Stefanski (chanson), Quatuor Thaïs (cordes). En primeur, un échantillon de KD Story, le nouveau projet de Marc Hérouet et Max Vandervorst.

Le 16 septembre 2004 à 20 h 00, Espace Delvaux, rue Grates, n°3, 1170 Bruxelles (place Keym). Soirée au profit d'Amnesty International, à l'occasion du 30e anniversaire du groupe 8. Entrée : 15 €/ 10 € pour les moins de 25 ans

VINGT-SEPT REMORQUES PLEINES DE COTON, DE TENNESSEE WILLIAMS

La pièce met en scène un trio : un propriétaire d'égreneuse de coton, son épouse et le régisseur d'une riche plantation. Derrière une fable assez simple et naïve se cache une satire impitoyable des valeurs américaines. Les rapports socio-économiques que les personnages de la pièce appellent naïvement « la politique de bon voisinage » ont une seule logique : la concurrence.

Du 24 septembre au 30 octobre 2004, Théâtre des Martyrs, place des Martyrs à 1000 Bruxelles. Réservation : 02 223 32 08 ou par email theatre.martyrs@busmail.net

CONCERT :

FESTIVAL ROCK IN BXL.BE CINQUANTE ANS DE ROCK & ROLL POUR LA PAIX MONDIALE

Avec Mirrorball, Marka, Machiavel et Front 242 DJ à l'affiche. Un débat posant la question de l'influence du rock sur la paix dans le monde aura lieu en présence d'artistes et de représentants d'ONG.

Le 11 septembre 2004, à partir de 14 h 00, place de Jamblinne de Meux à Schaerbeek
Prix : 20 €. Pour info : info@seebirth.be

CINÉMA

DROITS DE CINÉ : 30 FILMS POUR UNE DÉCLARATION

À partir du 23 septembre, La Ligue des droits de l'homme proposera, tous les quatrièmes jeudi du mois, avec une pause en juillet et en août, un ciné-club mensuel ayant pour objectif d'illustrer chacun des 30 articles de la Déclaration universelle des droits de l'homme par un film.

Les séances auront lieu au cinéma Arenberg, galeries de la Reine, n° 26 à 1000 Bruxelles. Les premiers films seront : Une histoire vraie de David Lynch le 23 septembre, Bloody Sunday de Paul Greengrass le 28 octobre et Le dictateur de Charlie Chaplin le 25 novembre. Info : 02 209 62 86

LE FASCISME DISSÉQUÉ

Pourquoi parler encore et toujours du fascisme ? La littérature à ce sujet est plus que prolifique. Cependant, l'ouvrage de Robert O. Paxton, professeur d'histoire contemporaine à la Columbia University de New-York, sort des sentiers battus. Son titre anglais, *The anatomy of the fascism*, meilleur que sa traduction française, résume toute sa démarche. L'auteur se livre ici à une véritable dissection de ce phénomène et s'attache à nous faire mieux comprendre son ascension, sa prise de pouvoir et sa chute. Car la définition et l'interprétation du fascisme continuent à être discutées. Est-il un « isme » comme les autres grands systèmes politiques du siècle ? Non, répond Paxton, selon qui les « ismes » classiques reposent sur des systèmes « pensés », tandis que le fascisme repose sur un sentiment populaire quant à la légitime prédominance d'une race supérieure sur les peuples « inférieurs ». « Une affaire de tripes plus que de cerveau », s'élevant à la fois contre la gauche et contre l'individualisme libéral, selon l'auteur.

Paxton suit le fascisme étape par étape : sa création, son enracinement, sa conquête du pouvoir, son exercice et enfin son évolution à long terme. Il pose la question : le fascisme est-il encore possible de nos jours ? Sous sa forme classique, c'est peu probable, estime l'historien. Mais il est des formes insidieuses qui subsistent : les « nettoyages ethniques » des Balkans, la violence contre les immigrants et même la participation de partis néo-fascistes au gouvernement, comme cela s'est produit en Italie et en Autriche. Tentant une définition du fascisme, Paxton privilégie le registre des passions et des sentiments : croyance en la primauté du groupe sur l'individu, besoin d'une auto-

rité exercée par le chef, beauté de la violence, droit d'un peuple à dominer les autres sans contrainte. Selon ces définitions, le fascisme et ses comportements existent toujours. Pour avoir une chance de les combattre, il est important de comprendre comment ils ont pu s'imposer. **☉ Suzanne Welles**

Robert O. Paxton, *Le fascisme en action*, éd. du Seuil, 448 p., 25 €.

NE DIS RIEN : PORTRAIT NUANCÉ DE LA VIOLENCE CONJUGALE

Problème de société de portée mondiale, la violence conjugale est généralement traitée au cinéma comme une des manifestations de la décrépitude sociale de nos sociétés post-industrielles. Avec *Te doy mis ojos* (Je te donne mes yeux), très imparfaitement traduit par *Ne dis rien* pour le marché francophone, nous sommes bien loin des fumées noires des cités ouvrières, ravagées par le chômage, la drogue et l'alcool. Le film a été tourné dans la lumineuse Tolède, avec l'Alcazar en toile de fond. Le couple qui y est présenté, s'il vit modestement — le mari est vendeur dans un magasin d'électroménager —, est bien éloigné du cliché quart-mondiste. La jeune réalisatrice espagnole Iciar Bollain, bien décidée à couper les ailes aux lieux communs, choisit la voie intimiste, plutôt que le raccourci d'une lecture strictement sociologique. Elle donne ainsi une force et une sensibilité insoupçonnées à son œuvre.

Le film s'ouvre sur la fuite de l'héroïne, Pilar, et de son jeune fils, quittant le domicile familial pour trouver refuge chez sa sœur. Le calvaire de la jeune femme est décrit par petites touches distillées avec délicatesse et pudeur : la sœur découvrant les rapports d'hôpitaux, les silences de l'héroïne et ses tressaillements d'angoisse lorsqu'elle entend la voix de son mari ou soupçonne sa présence. La réalisatrice montre fort justement que le plus difficile pour une femme battue n'est peut-être pas de quitter son compagnon violent, mais bien de retisser les fils d'une vie en résistant aux regards des autres, en particulier celui d'une mère pourtant elle-même ancienne victime, et à ses propres émotions : la peur d'être seule, l'aspiration à une « vie de couple normale ».

Le film est traversé par des moments de fulgurance, quand Pilar renaît au monde en découvrant les œuvres métaphoriques d'El Greco, qu'elle commente en public dans le cadre d'une formation de guide dans un musée. La femme redécouvre progressivement sa féminité et reprend goût aux autres. Le contraste est dramatiquement saisissant entre cette renaissance féminine et le gouffre dans lequel plonge le mari. Ce dernier, en dépit des actes odieux qu'il pose, n'est jamais présenté comme un monstre mais bien comme un être en souffrance qui, emprisonné dans son propre désamour et dans un certain schéma culturel machiste, retourne contre sa femme, et presque malgré lui, la violence qu'il éprouve pour sa propre personne. En collant si dignement au parcours de Pilar, la réalisatrice, qui a pu compter sur un duo d'acteurs époustoufflants de vérité, magnifie le combat de millions de femmes contre la violence quotidienne. Une réussite cinématographique et humaine complète ! **☉ D.G.**

Ne dis rien, de Iciar Bollain, avec Laia Marull et Luis Tosar Espagne - Couleur - 1h 46 min - Dans les salles belges à partir du 15 septembre (cinémas Vendôme, Parc et Churchill)



☉ Une avant-première au profit d'Amnesty International, organisée dans le cadre de la campagne « Halte à la violence contre les femmes ! », aura lieu le 14 septembre à 19 h 00 au cinéma Vendôme, chaussée de Wavre, n° 18 à 1050 Bruxelles
Prix des places : sept € en prévente. Veuillez effectuer votre paiement sur le compte 001-200007-40 en mentionnant « Vendôme + le nombre de places » dans la case communication. Envoi des billets d'entrée à domicile. Info : Josiane Mettens, 02 538 81 77 ou jmettens@aibf.be

LA BOUTIQUE

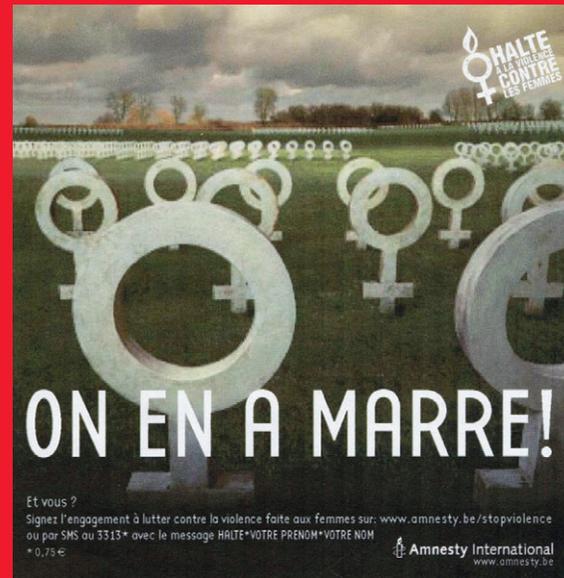
EN COMMANDANT VOS CADEAUX, VOUS DONNEZ À AMNESTY LES MOYENS D'AGIR. MERCI !

CD 'Pas la peine'

Contre la peine de mort, des grands noms de la scène musicale belge interprètent les textes gagnants du concours d'expression proposé aux jeunes par Amnesty en 2004. Jeronimo, Starflam, Venus, Bai Kamara jr, Da Familia, Perry Rose, Jean-Louis Daulne, Sandrine Collard, Jeff Bodart, Girls in Hawaii, Yel, Marka.

15.00 €
REF : F346

BAI KAMARA JR. / JEFF BODART / SANDRINE COLLARD / DA FAMILIA / JEAN-LOUIS DAULNE / GIRLS IN HAWAII / JERONIMO / MARKA / PERRY ROSE / STARFLAM / VENUS / YEL
CHANTENT CONTRE LA PEINE DE MORT



CD 'On en a marre !'

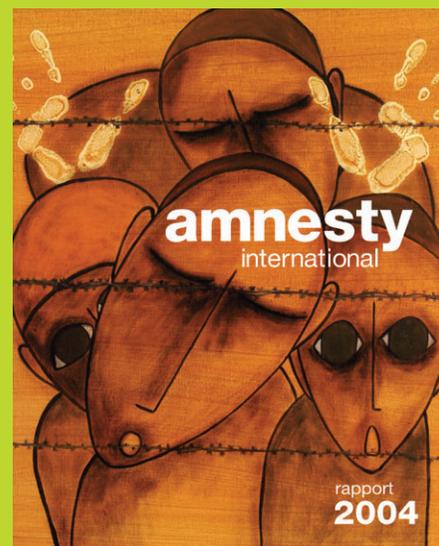
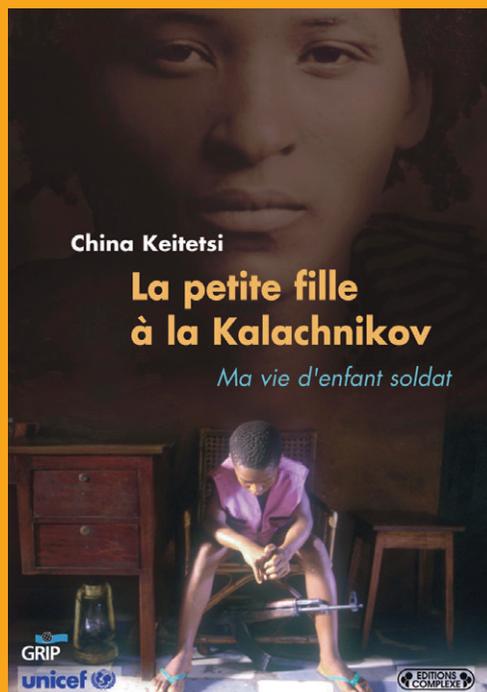
Une chanson forte et joyeusement rythmée contre la violence faite aux femmes! Interprétée par Laurence Bibot, Annie Cordy, Sandra Kim, Jo Lemaire, Lio et bien d'autres...

4.00
REF : V471

La petite fille à la kalachnikov

Le récit bouleversant d'une enfant-soldat. Lorsque les soldats de la National Resistance Army l'enlèvent à proximité de son village en Ouganda, China n'est encore qu'une enfant. À neuf ans, elle participe à son premier combat et affronte l'horreur. À vingt-trois ans, elle quittera le continent africain.

17.90 €.
REF : L556



Rapport annuel Amnesty International 2004

Le Rapport annuel 2004 d'Amnesty International décrit la situation des droits humains et dénonce les exactions perpétrées au cours de l'année 2003 dans 155 pays et territoires. Guerre en Irak, crise de légitimité des Nations Unies, violations flagrantes des droits fondamentaux dans certains Etats, impunité... Aucune région mondiale n'est épargnée. Ouvrage de référence, le Rapport annuel offre une analyse objective et impartiale des grands enjeux en matière de droits humains.

15.00 €
REF : RA04

BON DE COMMANDE

A renvoyer à Amnesty International : 9 rue Berckmans - 1060 bruxelles ou par fax 02/537 37 29

Mme/Mlle/M. Nom : Prénom :
Adresse : N° : ... Bte :
CP : Ville :
Tél. : E-mail :
désire recevoir :

	Référence	Prix	Quantité	Montant
CD 'On en a marre !'	V471	4.00 €
CD 'Pas la peine'	F346	15.00 €
La petite fille à la kalachnikov	L556	17.90 €
Rapport annuel 2004	RA04	15.00 €

Montant total des articles
Participation aux frais de port 2,5 €
Total de la commande
Date : Signature :

Vous recevrez une facture et un bulletin de virement pré-imprimé avec votre colis. Attendez de recevoir ces formulaires pour payer. Merci !

DÉCOUVREZ TOUTE LA GAMME DES CADEAUX AMNESTY DANS NOS BOUTIQUES !

BRUXELLES : 9 RUE BERCKMANS (QUARTIER LOUISE).

LIÈGE : 11 RUE SOUVERAIN PONT.

COMMANDER, C'EST SIMPLE !

PAR TÉLÉPHONE : 02.538.82.77 (AUX HEURES DE BUREAU)

EN LIGNE : WWW.AMNESTY.BE/SHOPPING

AVEC LE BON DE COMMANDE CI-CONTRE

L09 04